

COMMUN, COMMUNE, COMMUNISTES...

Le Président de la République a déclaré dernièrement, à l'ouverture du Congrès des maires de France qu'il avait « besoin d'eux pour recoudre cette France déchirée »... Pourquoi pas ? Nous aussi, élu.e.s communistes et républicain.e.s du Conseil Municipal de Chenôve sommes persuadé.e.s du rôle essentiel de la commune dans le lien social, à condition qu'elle réponde au défi d'une nouvelle exigence sociale, l'intervention des citoyens dans la vie politique et écologique.

La commune est le cœur de la démocratie française. Elle doit servir à initier l'indispensable reconstruction démocratique dont notre pays a besoin. Et à CHENOVE nous avons fait le choix de faire battre le cœur de la démocratie et de faire la démonstration concrète que la commune est ce lieu qui rapproche les citoyens des lieux de pouvoir et de décision. Nous soutenons les conseils citoyens, leurs budgets participatifs et veillerons à leur développement. Mais quels moyens politiques et financiers sont-ils donnés à la commune pour relever ce défi ?

Comment ignorer les effets négatifs des politiques nationales et européennes sur la vie de notre commune et de nos citoyens ? Comment construire des projets locaux en faisant fi des besoins urgents de financement des collectivités locales qui sont percutés sur le terrain par les contraintes financières qui s'abattent sur nos budgets ? Comment proposer une autre intercommunalité, c'est-à-dire des coopérations et une vraie solidarité entre les communes de l'agglomération avec comme objectifs la création d'emplois, le renforcement des services publics et la démocratie, la préservation de notre environnement et un développement durable ? Car même si les centres de décisions s'éloignent, la population sollicite la commune pour de nombreux besoins de proximité, même si... ce n'est plus de sa responsabilité. C'est bien là en effet que les élus, les personnels sont les plus accessibles.

Mis au régime sec depuis plusieurs décennies – tous gouvernements confondus – notre territoire est redécoupé, adapté aux exigences de la rente foncière, des dividendes des actionnaires, le pouvoir de décision concentré. Est-ce bon pour les services publics, l'emploi ?

Certes, la politique de l'emploi, du pouvoir d'achat, ne relèvent pas des élus locaux. Mais les communes subissent de plein fouet les dégâts engendrés par les suppressions d'emploi, le chômage et ses corollaires que sont la précarité et la pauvreté.

Face à une telle situation, il faut réagir de manière à la fois réaliste et radicale. Les communistes et républicains qui leurs sont attachés auront toujours cette volonté à Chenôve.

Martino AMODEO, Président
Joëlle BOILEAU, et Anne-Marie PIGERON
Groupe des élus communistes et républicains